

Rome et l'empire chrétien

A l'occasion d'un pèlerinage romain des Amis de Saint-Nicolas-des-Lorrains à Rome le 6 décembre dernier, SAIR Christian de Lorraine-Habsbourg fut invitée à prononcer à l'Institut français de la ville éternelle une allocution sur les Habsbourg et Rome en présence du public lorrain. Extraits.

En guise d'introduction, l'archiduc Christian de Lorraine-Habsbourg rappelle que «les deux piliers de l'Eglise, saint Pierre et saint Paul, sont tous deux morts martyrisés ici à Rome. Saint Pierre y vint apporter son soutien aux premiers croyants en danger, et déjà son immense prestige d'homme qui a côtoyé Jésus et a été choisi par le Christ pour diriger et développer l'Eglise naissante retint l'attention (méfiaite) des autorités politiques de l'empire. Arrêté en Terre Sainte, saint Paul veut être jugé à Rome pour pouvoir apporter son témoignage dans la ville qui symbolise l'oppression et la persécution de ceux qui ne reconnaissent pas l'empereur comme une divinité. Paul a compris qu'avec les réseaux de communications de cet immense empire, une administration, des savoir-faire uniques et son mode de fonctionnement, Rome est un point de départ essentiel à partir duquel la Bonne Nouvelle peut être apportée au monde. Le christianisme se répand rapidement autour de la Méditerranée. Environ 250 ans après saint Paul l'empereur Constantin s'y convertit et cesse les persécutions. Il va s'appuyer sur la nouvelle religion pour consolider l'unité de son empire. Né en Algérie en 354, saint Augustin parla déjà de la Cité des hommes dont la construction est la mission de l'Etat et la Cité de Dieu qui relève de l'Eglise, les deux devant coopérer. Et cela sera ainsi jusqu'à aujourd'hui».

Défenseur de la chrétienté

Dans la seconde partie de sa conférence, l'archiduc développe le rôle ancestral de l'empereur dans la défense de la chrétienté. «Après les invasions arabes du 8^e siècle le besoin d'un pouvoir centralisé en Europe se fait sentir et ce sera la création de l'empire de Charlemagne puis les trois empereurs ottoniens. L'empire va devenir la vraie matrice politique et géographique de l'Europe. Jean François Chemain rappelle que les chroniqueurs désignaient le pape Jean VIII 'recteur de l'Europe', Charles Martel chef des 'gens d'Europe', Charlemagne comme 'phare de l'Europe', Louis le Pieux 'prince de l'Europe'. C'est lui qui imposera la règle de saint Benoît à tous les monastères de l'empire par souci d'unité spirituelle et culturelle. Les intérêts spirituels des hommes ont pour tête le pape et les intérêts matériels et de l'organisation de la société l'empereur. Mais la Bible est partout la base du droit et l'influence du clergé est prépondérante dans la direction des af-



L'archiduc Christian.

faires politiques. Chaque souverain a pour conseiller principal un prélat, un moine. Ces deux pouvoirs, si forts, le temporel et le spirituel, malgré les inévitables tensions, devaient trouver une solution qui se matérialisa sous la forme du saint empire romain dans lequel les monarches catholiques élisent un primus inter pares comme empereur. Ce titre devint cependant pratiquement hérititaire pour les Habsbourg avec dix-neuf empereurs depuis le 13^e siècle, dont quatre depuis François de Lorraine. Bien que de nombreux conflits ne puissent être empêchés, la mission principale de l'empereur était la défense du droit, la stabilité politique et la résolution pacifique des conflits : il se devait d'être un arbitre et un protecteur pour tous, petits et grands. Quand les électeurs de l'empereur du saint empire prononçaient leur ser-

ment ils disaient : 'Je veux élire le roi des romains, notre empereur comme chef temporel de la chrétienté.' Ceci conférait une responsabilité importante envers presque tous les pays européens qui avaient conscience d'appartenir à un ensemble européen uni par une culture et une foi chrétienne commune et souhaitaient que cet ensemble soit défendu, et sur tous les fronts. Pensons aux nombreuses guerres contre les Ottomans. Ils occupèrent une grande partie de la Hongrie pendant 150 ans. Il y eut les deux sièges de Vienne en 1529 sous Charles Quint puis à nouveau 150 ans plus tard quand le roi Jean Sobiewski, roi de Pologne, vient au secours de Vienne avec Charles de Lorraine, beau-frère de l'empereur Léopold. C'est le duc de Lorraine qui libère Budapest en 1686 et une partie de la Hongrie occupée. Le fils de Charles Quint, Philippe II (Don Juan d'Autriche) remportera la bataille de Lépante en 1571. L'alliance victorieuse fut nommée Sainte Ligue, donc à nouveau réunie à la demande du Pape Pie V et regroupant des forces de toute l'Europe chrétienne. Vers la fin du saint empire les titres de l'empereur Joseph II étaient encore 'chef de l'armée de la chrétienté, défenseur de l'Eglise, chef temporel des fidèles, protecteur de la Palestine, des conciles généraux et de la foi catholique, roi de Jérusalem', etc. Pendant toute notre histoire, le christianisme et l'Europe forment un tandem inséparable. »

A propos de la laïcité

Rappelant l'épisode de la querelle des investitures, Christian de Lorraine-Habsbourg souligne l'importance de la séparation du temporel et du spirituel, autre héritage occidental. « Tout au long de notre histoire les souverains et l'Eglise s'opposeront parfois, s'allieront souvent, s'influenceront, mais s'appuieront toujours à la fin l'un sur l'autre pour forger ensemble les fondements de l'Europe. Dans certains pays de notre chère Europe il y a des courants qui poussent au rejet ou à la suspicion envers une personne de foi qui s'engage dans la vie publique. Il faut préciser que la façon dont la laïcité est vécue est très différente selon les pays. Le concept de laïcité à la française ne peut pas être transposé tel quel dans d'autres constitutions. Nos histoires, nos structures de population sont différentes et les sensibilités aussi. Cela a aussi été illustré par les récentes élections européennes : une étude a montré qu'il y avait des pays où au cours d'interviews de candidats dont la foi était connue, et même s'ils n'en faisaient pas mention, 30 à 40 % du temps était consacré à les interroger intensivement sur l'impact que leur foi pourrait avoir sur leur action d'élu. Ils étaient d'office un peu suspects ! Ils ont donc, en moyenne, eu moins de temps que les autres pour exposer leur programme. Dans d'autres pays les convictions philosophiques ne faisaient aucune différence. On n'entend pas ces mêmes

questions posées à quelqu'un ouvertement anti-religieux. Au point qu'un politicien britannique a déclaré : 'Pourquoi cela doit-il être dérangeant qu'un chrétien prie pour recevoir de la sagesse et du discernement de Dieu ? N'est-ce pas plus inquiétant qu'un politicien athéiste pense que toute la sagesse vient de lui-même ?' Où est l'espace de liberté de pensée et de conscience pourtant garantis par de nombreuses constitutions ? Croyants et non-croyants admettent qu'une grande partie des droits de l'homme, droit au travail, droits sociaux, l'égalité des hommes, leur dignité, les plus beaux textes sur l'amour, la charité, la et les libertés (s), sur la solidarité, la défense des intérêts des plus faibles ou vulnérables, ont trouvé leurs sources dans le christianisme, dans la doctrine sociale de l'Eglise. Tout cela a modelé nos rapports humains et structuré le fonctionnement de nos sociétés depuis bien plus longtemps que l'existence de l'UE, que la Révolution française, Charles Quint ou même Charlemagne. »

L'exemple de Charles

Enfin, abordant le dernier souverain d'Autriche-Hongrie, le bienheureux Charles, il souligne ses sources d'inspiration chrétiennes. « Il est le seul chef d'état laïc du XX^e siècle à avoir été béatifié : c'est donc que l'Eglise veut le donner en exemple au monde pour tous les dirigeants, pour les familles et comme artisan de paix. » Et le conférencier de rappeler la tentative très risquée et courageuse de Charles d'obtenir une paix séparée en pleine guerre, la création du premier ministère au monde des Affaires sociales, la promulgation des lois visant à la protection des femmes et des enfants, l'amélioration du niveau scolaire, le souci éthique de la sobriété de gouvernance et de rester proche des populations. « Charles croyait vraiment que l'homme et sa dignité doivent être au centre. En interdisant le bombardement des villes, le torpillage des bateaux civils, il a sûrement sauvé des milliers de vies. Il savait qu'il serait critiqué par certains membres de l'état-major, par ses gouvernements et aussi par son allié. Mais ces décisions ont eu un impact énorme sur la conscience précisément de ces dirigeants qui le critiquaient et qui, on l'a su par la suite, souffraient en fait souvent terriblement eux-mêmes de devoir donner des ordres aussi inhumains de bombardement et torpillage. Ils étaient pour ainsi dire, comme beaucoup aujourd'hui, prisonniers du système et il fallait vraiment qu'un tel ordre, impensable à l'époque, vienne d'en haut. »

Olivier Hein
l'ami hebdo - 17



La basilique Saint-Paul à Rome, recouvrant le tombeau de « l'apôtre des nations ».